

DEPARTEMENT DE LA DROME
COMMUNE DE CHAMARET

ARRETE DE POLICE PORTANT
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Le Maire de la Commune de CHAMARET Drôme.

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 du code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 82.213 du 2 mai 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983,
Vu le décret n° 86.475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,
Vu le code de la route,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2212-3, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2213-9, L2213-23,
Vu l'arrêté interministériel du 15 Juillet 1974, modifié par arrêté du 30 Décembre 1995 approuvant l'instruction relative à la signalisation routière Livre 1- 8^{ème} partie,
Vu la demande présentée par **L'Entreprise SOBECA - Montélimar TSA 70011 – Chez SOGELINK à DARDILLY CEDEX 69134 pour les travaux d'extension de réseau ;**

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité, des riverains et des usagers de la voie publique ainsi que celle des ouvriers chargés de l'organisation des travaux situés sur le territoire de la commune de CHAMARET en **agglomération** sis Chemin de la ferme Communale pendant toute la période des Travaux ;

ARRETE

ARTICLE 1:

A l'occasion de travaux de dépose de poteaux, **le jeudi 12 mai 2022 de 8h00 à 12h00**

- **Route barrée : Chemin de la ferme Communale**

Les véhicules légers et les poids lourds ne seront pas autorisés à circuler.

L'entreprise chargée des travaux mettra en place une déviation, qui dépendra de l'avancement du chantier.

ARTICLE 2 :

L'Entreprise chargée des travaux devra remettre en état les lieux et les chaussées après les travaux, et reste sous leur seule responsabilité.

L'entreprise veillera à mettre en place la signalisation temporaire, en vue d'avertir les usagers de la route des travaux.
L'entreprise chargée de l'exécution des travaux prendra toutes les mesures de protections utiles et veillera au droit des tiers.

ARTICLE 3: Monsieur le maire de la commune de CHAMARET, est en charge ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Copie sera adressée à :

- Entreprise SOBECA
- Brigade de Gendarmerie de GRIGNAN

Fait à CHAMARET, 10/05/2022
le Maire, Maurice BOISSOUT

